

ACTUALITÉ LOCALE

Les salariés de Pamar obtiennent gain de cause

MARSEILLE

La cour d'appel a confirmé, ce vendredi, la décision du conseil des prud'hommes de réintégrer les employés de la blanchisserie.

Vous ne pouvez pas savoir comme l'on se sent. Cette victoire, c'est celle de deux ans de lutte. On était confiants, mais on restait discrets, on a défendu depuis le début une vérité. On avait confiance en ce que l'on disait, on avait des preuves concrètes, malgré notre angoisse », lâchait, soulagée, Khalathoumi Ibouroi au téléphone.

Ce vendredi, la déléguée syndicale CGT de la blanchisserie, sous le giron du GIE Sainte-Marguerite, apprenait, comme une dizaine d'autres collègues, son retour en poste au sein de la blanchisserie, reconfirmée par la cour d'appel. Le rappel des salaires du mois de mai 2024 a également été ordonné pour les salariés concernés. L'UD CGT 13, intervenue dans la procédure, est en revanche déboutée.

En toile de fond de ce conflit judiciaire : des menaces de mort, des tensions internes majeures et une série de défaillances de l'employeur quant à la prévention des risques psychosociaux. « Après le conseil des prud'hommes de Marseille, c'est au tour de la cour d'appel d'Aix-



Le 16 octobre dernier marquait le dernier passage au tribunal pour les salariés de Pamar. PHOTO ARCHIVES E.B.-G.

en-Provence de s'opposer aux licenciements des salariés et d'ordonner la réintégration de chaque salarié au sein de l'entreprise, a rappelé M^e Steve Doudet, représentant des salariés de la blanchisserie. *Les salariés doivent pouvoir désormais retrouver leur emploi dans des conditions qui assurent la préservation de leur vie et de leur santé (...). C'est une grande victoire et un immense soulagement pour les salariés, leurs familles et le syndicat CGT qui les soutient depuis deux ans.*

Soit depuis le 19 décembre 2023, jour où une « dizaine de salariés a été victime de menaces de mort et de violences expli-

cites sur le parking de l'entreprise par le mari d'une chef d'équipe », a précisé M^e Doudet.

Célébration prévue

Dans la foulée, les salariés ont fait valoir leur droit de retrait. « Un droit de retrait transformé en conflit social », a estimé M^e Nicolas François, avocat de la blanchisserie, au cours de l'audience en appel, en octobre. Le 22 mai 2024, l'employeur décidait de licencier ces mêmes employés pour « refus abusif de reprendre le poste ». Une justification jugée irrecevable par les prud'hommes, qui demandent alors la réintégration des travailleurs de la blanchisserie, avant que le GIE

ne fasse appel de la décision.

Entre la première audience en appel et la décision rendue ce vendredi, la procédure aura été longue pour les salariés de Pamar. L'audience avait notamment été renvoyée, à la demande de M^e Doudet, alors qu'une enquête interne permettant d'évaluer les risques psychosociaux au sein de l'entreprise n'avait pas été réalisée en temps voulu. En parallèle, les mobilisations et piquets se sont poursuivis. Un dernier rassemblement, festif celui-ci, sera organisé ce vendredi 19 décembre, avenue de Boisbaudran, avant le retour au travail des mains de Pamar. **Eva Bonnet-Gonnet**